

L'ALLIANCE SYNDICALE OUVRIERE
=====

L'Alliance Syndicale Ouvrière (ASO) a été fondée à Barcelone et à Madrid, il y a deux ans, par d'anciens dirigeants clandestins des organisations syndicales traditionnelles espagnoles, la CNT et l'UGT. Dès le début, en Catalogne, les syndicats chrétiens clandestins (SOCC) y ont adhéré. L'ASO existe aujourd'hui sérieusement implantée dans les usines à Barcelone, Madrid, Bilbao, Valence, Saragosse, Galice, Andalousie. De plus en plus, ce sont de jeunes cadres, de 30 à 40 ans, n'ayant pas connu l'UGT ni la CNT, qui ont la direction de l'Alliance Syndicale Ouvrière.

Plusieurs caractéristiques importantes, qui tranchent avec les activités syndicales clandestines traditionnelles, ont fait de l'ASO la seule organisation capable d'organiser syndicalement, sur le plan démocratique, le monde du travail espagnol. Voici les plus importants:

1-L'ASO, née à l'Intérieur du Pays affirmait dès sa naissance, sa volonté d'orienter la lutte ouvrière de l'Intérieur même et refusait toute direction extérieure.

2-L'ASO ne voulait pas être un simple cartel syndical, issu d'un pacte des états majors clandestins depuis 25 ans -souvent très politisée-, parfois héroïques mais vieillies dans le combat et n'ayant pas gardé le contact nécessaire avec les jeunes générations de travailleurs espagnols, dont les plus combatifs ont naturellement 30 ans et n'ont pas connu les situations politiques antérieures.

L'ASO voulait être dès le début un processus d'unification syndicale, se réalisant dans l'action quotidienne et aboutissant un jour à une grande centrale syndicale démocratique capable de réunir les tendances libertaires, socialistes, chrétiennes du syndicalisme libre. Elle est convaincue que c'est le seul moyen de s'opposer à l'emprise totalitaire, communiste ou fasciste, sur les syndicats ouvriers espagnols.

3-L'ASO s'est donc organisée non comme un groupe de "vieux syndicalistes", avec des comités sans troupes en contact avec les groupes politiques de l'opposition de droite (ce qui était le cas jusqu'alors) mais comme FEDERATIONS D'INDUSTRIE, essentiellement préoccupées des problèmes économiques, sociaux, techniques, qui intéressent les travailleurs. Elle n'ignore pas les réalités politiques, mais sa prise de position politique immédiate, a été la revendication de la LIBERTE SYNDICALE, c'est à dire, le droit de constituer des syndicats ouvriers, indépendants des patrons et de l'état.

La Fédération Métallurgiste qui a été la première organisée, a été à la pointe du combat en 1963 et en 1964 et a pris position dans de multiples entreprises madrilènes, basques, catalanes, asturiennes, autour des problèmes concrets: journées de travail, salaires de base, conventions collectives, etc. etc. La Fédération Métallurgiste de l'ASO est aujourd'hui implantée dans toute la péninsule et constitue une force-clé du monde ouvrier espagnol.

D'autres Fédérations d'Industrie sont créées ou en voie de création: Mineurs, Textile, Industries Chimiques, Enseignement, Livre et Imprimerie, Construction, Avocats, etc. etc.

La direction de l'ASO est formée par des représentants de chacune de ces Fédérations, à côté d'un représentant de chaque organisation fondatrice: UGT, CNT et Syndicats Chrétiens. La relève des anciens s'opère ainsi sans heurt; la fusion naît de l'action elle-même.

4-L'ASO a pris et prend énergiquement position sur tous les problèmes intéressant les travailleurs: journées de travail, horaires, primes, vacances, conventions collectives, etc. etc. Elle affirme qu'aucune solution efficace n'est possible sans des syndicats ouvriers, avec des dirigeants librement élus par les travailleurs et non par le Chef de l'Etat comme c'est le cas maintenant. L'ASO réclame le droit de grève et en fait usage quand c'est nécessaire. Elle refuse pour l'instant de s'engager sur d'autres perspectives politiques que le RETABLISSEMENT DES LIBERTES DEMOCRATIQUES et des SYNDICATS OUVRIERS. L'ASO demande aux travailleurs de manifester de façon pacifique. Son appel a été suivi à Bilbao le 1 Mai, à Barcelone le 26 Mai, à Madrid devant la Casa Sindical, au mois de décembre 1964 devant la CNS. Les mots d'ordre de l'ASO sont, simplement: Syndicats Ouvriers! Les Patrons Hors des Syndicats! Droit de Grève! Libertés Démocratiques!

5-Très vite, les fondateurs de ASO, les cadres des anciennes UGT et CNT ont compris qu'en vérité le profond renouvellement des cadres ouvriers avait déjà commencé en Espagne, de

façon confuse mais réelle, au sein des entreprises, là où le dur combat quotidien a engendré de jeunes cadres, formés seuls selon la dure école des dernières années, mais sachant discuter avec les patrons dans le cadre de la légalité actuelle du travail, et sachant en tirer profit au service des travailleurs. Ce sont souvent des "enlaces de empresa" et des "jurados", c'est à dire des délégués d'entreprise élus par les ouvriers, ayant très peu de pouvoirs selon la législation actuelle, ne pouvant pas se réunir avec leurs mandataires ni à l'usine ni au Syndicat franquiste, mais s'efforçant souvent de mener à bien leurs actions.

Dans les dernières élections d'enlaces, l'ASO s'est efforcée de faire élire de bons militants, elle s'adresse constamment aux "enlaces" et "jurados", pour les inviter à prendre leurs responsabilités, à ne pas être soumis aux patrons, à rejoindre l'organisation clandestine. Elle dirige leur action avec des mots d'ordre très efficaces: "Droit de réunion dans l'entreprise, droit de réunion dans les syndicats". "Que les délégués soient protégés et ne soient pas soumis au bon vouloir patronal etc. etc.". Un certain nombre d'enlaces et "jurados" luttent aujourd'hui au sein des Fédérations d'Industrie de l'ASO.

6- Les divers mouvements confessionnels chrétiens ouvriers - JOC, HOAC, ACO ont souvent dénoncé, dans leurs presses tolérées, ces dernières années, l'exploitation patronale, et parfois les militants de ces mouvements ont été à l'avant-garde de l'action ouvrière: c'est un des éléments nouveaux du monde ouvrier espagnol d'aujourd'hui. L'ASO, dès le début s'est adressée à ces militants, leur ouvrant toutes grandes les portes de l'Alliance, fille des vieilles traditions révolutionnaires mais qui affirme son indépendance des partis et des confessions. L'ASO insiste sur sa volonté d'unité syndicale, et celle de ne pas diviser le mouvement ouvrier en quatre ou cinq syndicats différents et rivaux, ce qui affaiblirait énormément ce mouvement ouvrier face à un capitalisme particulièrement agressif.

Aujourd'hui bon nombre de dirigeants de l'ASO sont des anciens militants de la JOC, des HOAC...

7- L'ASO utilise dans son action tous les moyens légaux, issus de la législation actuelle du travail en Espagne, et tous les minces droits que les travailleurs ont pu obtenir au bout de 25 ans de combats incessants. L'Alliance, dans ce but mobilise au service des travailleurs de jeunes avocats sympathisants et spécialisés dans la législation du travail, souvent très complexe, que les travailleurs n'ont pas la possibilité de bien connaître. Les avocats que les "syndicats officiels" offrent aux ouvriers quand il y a un conflit dans l'entreprise sont des avocats liés à l'entreprise sur le plan économique et évidemment leur concours est inutile et même nuisible; les travailleurs refusent d'utiliser leurs services. Au contraire, les avocats "laborales" d'ASO, sont de plus en plus utilisés.

L'ASO utilise aussi tous les moyens encore illégaux en Espagne: tracts, manifestations publiques, réduction de travail, cessation du travail, grève, etc.

8- L'Alliance affirme que tous les biens des syndicats officiels - édifices nombreux, universités du travail, services sociaux, hôpitaux, œuvres syndicales de vacances, etc appartiennent au mouvement ouvrier car c'est avec les cotisations ouvrières qu'ils ont été créés. Les cotisations patronales étaient et sont récupérées sur les bas salaires. L'ASO pense que ces biens doivent être gérés démocratiquement par les Syndicats Ouvriers et non pas dispersés dans les différents ministères - ce qui revient à les donner aux Banques et aux Compagnies d'Assurances, comme l'ont proposé parfois certains politiciens antifranquistes de droite.

ASO pense que la démocratisation des structures syndicales et sociales espagnoles donnera au mouvement ouvrier, s'il sait se maintenir uni, un puissant instrument de pression face à un capitalisme qui est de plus en plus concentré, lui aussi, sur le plan financier.

ASO revendique la gestion des biens de la CNS et la démocratisation de ces structures par des élections directes, au suffrage universel, à tous les échelons de ces structures aussi bien sociales que syndicales. Actuellement tous les postes sont occupés par des fonctionnaires nommés, directement ou indirectement par le Chef de l'Etat.

9- Sur le plan international ASO veut établir de bonnes relations aussi bien avec la CIOISL qu'avec la CISC. Ces organisations, qui pour l'instant reconnaissent officiellement les syndicats exilés, ont pourtant gardé contact avec l'ASO et dénoncé souvent les arrestations des militants d'ASO.

ASO a surtout développé ses contacts internationaux s'adressant directement aux Secrétariats Professionnels grâce aux Fédérations d'Industrie, et essayant de faire connaître ses points de vue aux Confédérations Ouvrières: belge, italiennes, américaine, etc.

mende, françaises, suédoise, anglaise, etc.etc.

10-Il est à remarquer finalement que parmi les syndicalistes espagnols en exil un très grand nombre a déjà pris position en faveur d'ASO, et ce mouvement, qui tend à se développer, est particulièrement fort auprès des émigrés "économiques" récents. Ceci est très net en Allemagne, Belgique, Angleterre, Suisse, de même qu'en France, États-Unis, Mexique, Venezuela, etc.etc.

11-En conclusion, nous pensons pouvoir affirmer qu'à l'Intérieur même de l'Espagne est née une perspective syndicale démocratique, fidèle aux vieilles traditions du syndicalisme socialiste et libertaire, mais également ouverte aux chrétiens, nettement opposée à toute mainmise des communistes ainsi que de tout parti politique ou confession religieuse. Cette action est capable de comprendre la situation actuelle, de s'y adapter pour la transformer et de mener une lutte efficace au service des travailleurs. Elle s'exerce de plus en plus dans le monde ouvrier: elle offre une réelle alternative démocratique au monde du travail. C'est à partir de cette action que les perspectives démocratiques pourront réussir en Espagne.
